

## ARRÊTÉ DU MAIRE N°115/2024

Objet : Restriction de circulation et limitation de vitesse à 30 km/h à hauteur des travaux – rue de la Chapelle à partir du 09 décembre 2024 jusqu'au 31 décembre 2024

Pour : Travaux de voirie

Nous, Maire de La Capelle les Boulogne,  
Vu l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la demande de la société Leroy TP – Arnaud DEBOVE  
Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route, des piétons.

### ARRÊTE :

Article 1 :

La vitesse sera limitée à 30 km/h à hauteur de la rue de la chapelle pour l'exécution des travaux mentionnés en objet à partir du 09 décembre jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 2 :

Le stationnement sera strictement interdit à hauteur des travaux pendant toute la durée du chantier.

Article 3 :

L'entreprise exécutera les travaux sous réserve des conditions climatiques. Le chantier pourrait être reporté.

Article 4 :

L'entreprise chargée des travaux mettra en place une signalisation adéquate visible de jour comme de nuit pour assurer la sécurité des piétons et des usagers de la route.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché dans les formes habituelles.

Article 6 :

Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Desvres est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux Lois en vigueur.

Article 7 :

Ampliation à :

M l'Officier du Ministère Public : [ddsp62-csp-boulogne-sur-mer-omp@interieur.gouv.fr](mailto:ddsp62-csp-boulogne-sur-mer-omp@interieur.gouv.fr)

M le Commandant de la Brigade de la gendarmerie de Desvres

M Dominique NAVET adjoint aux travaux,

M Alain FIX adjoint à l'urbanisme

L'entreprise LEROY TP

Qui sont chargés, chacun en ce qui les concerne, à l'application du présent arrêté.

Le 06/12/2024

Le Maire,

Jean-Michel DEGREMONT

**Délais et voies de recours** : Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, accompagnée d'une copie de la décision et exposant les motifs, sous pli recommandé avec accusé de réception.